

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 14/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MALTERIES SOUFFLET

quai sarrail
BP 12
10400 Nogent-Sur-Seine

Références : UDRD.2025.07.R.16
Code AIOT : 0005801573

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2025 dans l'établissement MALTERIES SOUFFLET implanté Quai des roches 76380 Canteleu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MALTERIES SOUFFLET
- Quai des roches 76380 Canteleu
- Code AIOT : 0005801573
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MALTERIE Soufflet de Canteleu a pour activité principale la transformation de céréales en malt.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 3
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 2.2.2 et 2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 3.5.1	Demande d'action corrective	1 mois
6	Surveillance de la qualité des sols	Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 3.5.2	Demande d'action corrective	3 mois
7	Contrôle de la concentration en H2S	Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 3.4.1.4	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Système de management environnemental (SME)	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-5 et 6	Sans objet
2	Plan de gestion du bruit	Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 4.4.3	Sans objet
3	Mesure périodique des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 4.3	Sans objet
8	Installations de traitement des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 3.3.2	Sans objet
9	Propreté	Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 7.1.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de cette visite était le récolement de l'arrêté préfectoral du 19 juin 2024, mis à jour suite à l'instruction du dossier de réexamen au titre de la directive européenne sur les émissions industrielles (directive « IED ») et du BREF FDM décrivant les meilleures techniques disponibles (MTD) et les niveaux de performance associés à ces techniques (NEA-MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire.

Suite à la visite, l'exploitant a transmis de bon de commande pour la création de la station d'épuration in situ accompagné d'un échéancier.

Concernant les autres points de l'arrêté préfectoral suscité, dont les échéances de mise en œuvre étaient dépassées le jour de la visite, l'exploitant ne répond pas à toutes les prescriptions, notamment concernant la fréquence du suivi de la qualité des eaux souterraines. L'inspection ne propose pas à ce stade de mise en demeure pour l'absence de suivi de la qualité des eaux souterraines, sous réserve que l'exploitant honore son engagement, dans les délais indiqués.

L'inspection regrette le manque de retour de la part de l'exploitant sur les différentes études menées (qualité des eaux et qualité du sol) ainsi que le manque de rigueur dans le suivi des contrôles et des actions à mettre en œuvre.

Des améliorations sont attendues sur l'identification et la protection des piézomètres, ainsi que dans le suivi de la maintenance (ou changement) de la sonde H2S.

Enfin, le jour de la visite objet du présent rapport, l'inspection a constaté que l'extérieur du site et le silo étaient bien entretenus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de management environnemental (SME)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-5 et 6
Thème(s) : Risques chroniques, Existence d'un SME opérationnel
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes: I. - Engagement, initiative et responsabilité de l'encadrement y compris la direction, en ce qui concerne la mise en oeuvre d'un SME efficace; II. - Analyse incluant notamment la détermination du contexte de l'organisation, le recensement des besoins et des attentes des parties intéressées, l'identification des caractéristiques de l'installation qui sont associées à d'éventuels risques pour l'environnement ou la santé humaine, ainsi que des exigences légales applicables en matière d'environnement; III. - Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation; IV. - Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables; V. - Planification et mise en oeuvre des procédures et actions nécessaires (y compris les actions correctives et, si nécessaire, préventives) pour atteindre les objectifs environnementaux et éviter les risques environnementaux; VI. - Détermination des structures, des rôles et des responsabilités en ce qui concerne les aspects et objectifs environnementaux et la mise à disposition des ressources financières et humaines nécessaires; VII. - Garantie de la compétence et de la sensibilisation requises du personnel dont le travail est

<p>susceptible d'avoir une incidence sur les performances environnementales de l'installation;</p> <p>VIII. - Communication interne et externe;</p> <p>IX. - Incitation des travailleurs à s'impliquer dans les bonnes pratiques de management environnemental;</p> <p>X. - Etablissement et tenue à jour d'un manuel de gestion et de procédures écrites pour superviser les activités ayant un impact significatif sur l'environnement, ainsi que des enregistrements pertinents;</p> <p>XI. - Planification opérationnelle et contrôle des procédés efficaces; XII. - Mise en oeuvre de programmes de maintenance appropriés;</p> <p>XIII. - Protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence, y compris la prévention ou l'atténuation des incidences environnementales défavorables des situations d'urgence;</p> <p>XIV. Lors de la (re)conception d'une (nouvelle) installation ou d'une partie d'installation, prise en considération de ses incidences sur l'environnement sur l'ensemble de son cycle de vie, qui inclut la construction, l'entretien, l'exploitation et la mise hors service;</p> <p>XV. - Mise en oeuvre d'un programme de surveillance et de mesurage;</p> <p>XVI. - Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur;</p> <p>XVII. - Audit interne indépendant (dans la mesure du possible) et audit externe indépendant pour évaluer les performances environnementales et déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en oeuvre et tenu à jour;</p> <p>XVIII. - Evaluation des causes de non-conformité, mise en oeuvre de mesures correctives pour remédier aux non-conformités, examen de l'efficacité des actions correctives et détermination de l'existence ou non de cas de non-conformité similaires ou de cas potentiels;</p> <p>XIX. - Revue périodique, par la direction, du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité;</p> <p>XX. - Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres. Le SME intègre également les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - un plan de gestion du bruit (voir point 13.1); - un plan de gestion des odeurs (voir point 14); - un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir point 6); - un plan d'efficacité énergétique (voir point 8.a). <p>Les installations dont le SME a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) no 221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences. Le niveau de détail et le degré de formalisation du SME sont en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son dossier de réexamen du BREF FDM, l'exploitant était certifié ISO 14001.</p> <p>Par courrier électronique du 1^{er} juillet 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le certificat ISO 14001:20215 pour son site de Canteleu, valable du 13 septembre 2024 au 05 décembre 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Plan de gestion du bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 4.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Afin de réduire les émissions sonores, l'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, un plan de gestion du bruit comprenant l'ensemble des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• un protocole précisant les actions et le calendrier ;• un protocole de surveillance des émissions ;• un protocole des mesures à prendre pour remédier aux problèmes de bruit signalés ;• un programme de réduction du bruit visant à déterminer la ou les sources, à mesurer/évaluer l'exposition au bruit et aux vibrations, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention ou de réduction. La première version de ce plan de gestion est remis sous 6 mois à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Par courrier électronique du 1 ^{er} juillet 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le dernier rapport de contrôle des émissions sonores, réalisé en novembre 2024. Cependant, l'exploitant indique dans son message que « le résultat étant conforme, à ce jour nous n'avons pas formalisé de plan de gestion de bruit », or l'article 13.1 de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation aux titres des rubriques 3642, 3643 ou 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, prévoient la mise en place d'un plan de gestion du bruit. L'article 4.4.3 de l'arrêté préfectoral du 19 juin 2024 prévoit la mise en place de ce plan de gestion au plus tard le 19 décembre 2024. L'exploitant ne respecte donc pas, le jour de la visite, son arrêté préfectoral. Ceci constitue une non-conformité. Le jour de la visite, l'inspection a questionné l'exploitant sur l'absence de réalisation d'un plan de gestion bruit. Celui-ci a déclaré qu'il pensait que la mise en œuvre d'un plan de gestion du bruit était obligatoire uniquement en cas de non-conformité. Le jour de la visite, l'exploitant s'est engagé auprès de l'inspection à réaliser son plan de gestion rapidement. Par courrier électronique du 15 juillet 2025 l'exploitant a transmis la première version de son plan de gestion du bruit présentant les éléments attendus, prescrits par l'arrêté préfectoral du 19 juin 2024. L'exploitant est désormais conforme sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesure périodique des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée tous les 3 ans, aux frais de l'exploitant, par une personne ou un organisme qualifié, aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement. La prochaine campagne de mesure est réalisée sous six mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Par courrier électronique du 1 ^{er} juillet 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le dernier rapport de contrôle des émissions sonores, réalisé en novembre 2024. L'exploitant a donc réalisé la campagne de mesure dans les délais indiqués dans son arrêté préfectoral. Le rapport conclu que « l'impact sonore engendré par l'activité de la société Malteries Soufflet à Canteleu est conforme au sens de l'arrêté préfectoral du site ». En effet, le niveau ambiant mesuré est conforme ainsi que les mesures d'émergences et les tonalités marquées. L'exploitant est conforme sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 2.2.2 et 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Émission de poussière
Prescription contrôlée : Article 2.2.2 : <u>Émission de poussière :</u> Le rejet à l'atmosphère de l'air utilisé pour l'aération ou la ventilation des cellules ne peut se faire que sous réserve du respect des caractéristiques maximales de concentration en poussières énoncées ci-après. Les systèmes de dépoussiérage sont aménagés et disposés de manière à permettre les mesures de contrôle de poussières dans de bonnes conditions. Leur bon état de fonctionnement est périodiquement vérifié. <ul style="list-style-type: none">• la concentration en poussière est limitée à 10 mg/Nm³, pour l'ensemble des émissaires autorisés mentionnés à l'article 2.1.1 « émissions de poussières » conduits 1 à 18 ;• le flux en poussière pour les dispositifs relatifs à l'orge est limité à 6,7 kg/j ;• le flux en poussière pour les dispositifs relatifs au malt est limité à 19,2 kg/j. Toutes précautions sont prises, lors du chargement ou du déchargement des produits, afin de limiter les émissions diffuses de poussières dans l'environnement.

Gaz de combustion :

Les rejets atmosphériques issus de la combustion des gaz utilisés à l'unité de touraillage présentent les caractéristiques maximales suivantes :

Conduit n° 21		
Paramètre	Code CAS	Concentration en mg/Nm³
Poussières y compris particules fines	/	5
SO ₂	7446-09-05	35
NO _x en équivalent NO ₂	10102-44-0	100

Article 2.3.1 : L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets. Les concentrations et quantités de polluants rejetés à l'atmosphère seront mesurées sous la responsabilité de l'exploitant et à ces frais.

Les mesures des émissions de poussières sont réalisées par un organisme agréé suivant une fréquence définie ci-dessous. Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées.

Paramètre	Fréquence de mesure
Poussières y compris particules fines	Annuelle*
SO ₂	Tous les 3 ans
NO _x en équivalent NO ₂	Tous les 3 ans

* L'exploitant, sur la base d'un retour d'expérience triennal et d'arguments étayés, peut demander la révision de la périodicité à l'inspection des installations classées.

Constats :

*** Émission de poussières :**

En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection, par courrier électronique du 1^{er} juillet 2025, le dernier rapport des mesures des rejets atmosphériques, pour les mesures réalisées du 17 au 20 juin 2024, pour la partie Silo.

Ce rapport présente les résultats de 18 points de mesures différents, or l'arrêté préfectoral du site recense 20 conduits différents. Les conduits référencés VFTA 1 et VFEP5 (correspondant au dispositif de dépoussiérage du malt) sont absents du rapport.

→ Deux conduits sont indiqués comme non mesurés en raison de l'absence de production (ELM6 bas et ELM 6 haut correspondant au dispositif de dépoussiérage du malt)

→ Les conduits CTO 1 et CTO 2 sont indiqués comme non-conformes dans le tableau de synthèse mais les fiches détaillées ne montrent pas de dépassement de la VLE pour ces deux conduits (les

valeurs mesurées étant respectivement de 0,19 mg/m³ et de 0,18 mg/m³ pour une valeur limite de rejet fixée à 10 mg/m³).

Le jour de la visite l'inspection a questionné l'exploitant sur l'absence de contrôle des points ELM6 bas et ELM6 haut.

L'exploitant a déclaré que ces deux points, qui ont été ajoutés à l'arrêté préfectoral de 2024, avaient été oubliés.

L'exploitant a déclaré qu'ils seraient contrôlés au cours de la prochaine campagne de mesure.

L'exploitant a présenté un échange de mail avec son prestataire pour fixer une date de contrôle, les dates proposées étant soit du 23 au 25 juillet, soit du 25 au 27 août 2025. Par courrier électronique du 15 juillet 2025, l'exploitant a confirmé la date d'intervention (du 23 au 25 juillet 2025) ainsi que l'ajout des deux conduits absents du contrôle précédents.

Concernant l'erreur pour les conduits CTO 1 et CTO 2, l'exploitant a transmis par message électronique du 15 juillet 2025 le rapport corrigé de la campagne de 2024.

Demande n° 1 : l'exploitant transmettra à l'inspection le rapport de la campagne de mesure des poussières de 2025 de tous les conduits listés dans l'arrêté préfectoral du 19 juin 2025, **avant le 1^{er} octobre 2025.**

*** Rejet de combustion :**

En amont de la visite, l'exploitant a déclaré, par courrier électronique du 1^{er} juillet 2025, que l'installation n'avait pas de rejet direct des gaz de combustion dans l'atmosphère, ces gaz étant envoyés dans le process du site.

Le jour de la visite, l'inspection a rappelé à l'exploitant qu'un porter à connaissance était attendu pour les installations de combustion. L'inspection a invité l'exploitant à présenter son argumentation dans ce porter à connaissance.

Demande n°2 : l'exploitant transmettra à l'inspection, **avant le 1er octobre 2025**, un porter à connaissance sur son installation de combustion.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 3.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'effet des rejets

Prescription contrôlée :

Pour déterminer le niveau de contamination des eaux souterraines dans le périmètre IED, l'exploitant procède sur au moins 4 piézomètres au niveau du site (dont 1 en amont et 3 en aval du site - dont 1 en aval hydraulique du séparateur à hydrocarbures) **dans l'année suivant la notification du présent préfectoral**, à deux séries d'analyses des substances ou mélanges pertinents visés au 2° du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement ainsi que sur les paramètres listés ci-dessous. La première série est réalisée en période de nappe haute (période hivernale), la seconde en période de nappe basse (période estivale).

Les paramètres suivis sont à minima les Hydrocarbures C10-C40, les COVH, les BTEX, les Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (16 composés), les Pesticides, l'Arsenic, le Cadmium, le Chrome,

le Cuivre, le Mercure, le Plomb, le Nickel et le Zinc.

A l'issue de cette campagne d'analyse, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus, et liste les paramètres dont le maintien du suivi est jugé pertinent.

La fréquence de contrôle des seuls paramètres jugés pertinents dans les eaux souterraines est semestrielle après avis de l'inspection des installations classées (dont une mesure en période de hautes eaux et une mesure en période de basses eaux).

Les résultats et leur interprétation sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats sont rentrés dans l'outil GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquentes).

Constats :

Suite à la notification de l'arrêté préfectoral du 19 juin 2024 l'exploitant devait réaliser deux campagnes de mesures sur quatre piézomètres avant le 19 juin 2025.

En amont de la visite objet du présent rapport l'inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre les résultats d'analyses de ces deux campagnes de mesures.

Par courrier électronique du 1^{er} juillet 2025, l'exploitant a transmis :

- le rapport d'assistance à la mise en place des piézomètres de contrôle, intégrant les résultats de la campagne de mesure de la qualité des eaux souterraines de mars 2023, daté et signé du 14 juin 2023,
- les résultats et leur interprétation de la campagne de mesure de septembre 2023,
- le rapport de la campagne de mesure du 28 août 2024, accompagné des bulletins d'analyse.

Commentaire n°1 : les deux campagnes de mesures réalisées en mars et septembre 2023, soit avant la notification de l'arrêté préfectoral du 19 juin 2024 n'avaient pas été transmises à l'inspection avant la programmation de la visite objet du présent rapport. Les seules informations qui avaient été fournies à l'inspection étaient le rapport de base phase 2, réalisé dans le cadre du dossier de réexamen IED de 2021. L'inspection regrette de ne pas avoir été informée de ces résultats d'investigation avant la présente visite d'inspection.

Dans le rapport de juin 2023, il est indiqué que l'exploitant a mis en place 4 piézomètres de contrôle sur son site (Pz Aval 1, Pz Aval 2, Pz Aval 3 et Pz Amont) entre le 30 novembre et le 14 décembre 2022. Pour ce faire il a sollicité l'assistance d'un bureau d'étude spécialisé.

Au cours de la visite terrain, l'inspection a pu constater la présence de ces quatre piézomètres.

Les 3 piézomètres AVAL, sont des piézomètres « tête hors sol ». Ils sont facilement accessibles, la margelle béton est en bon état, le capot de protection est cadenassé. Cependant, aucune identification n'est présente sur ces piézomètres, ni aucune protection de la tête du piézomètre.

L'inspection a également pu constater que le piézomètre Pz Aval 1 était situé en aval du séparateur hydrocarbure.

Le piézomètre Amont, est quant à lui un piézomètre « bouche à clé, ras du sol ». En l'absence d'affichage l'exploitant a éprouvé des difficultés à retrouver celui-ci. L'inspection a pu constater que le plastique était en bon état.

Demande n°3 : l'exploitant mettra en place tout moyen permettant d'identifier et de localiser facilement les différents piézomètres, avant le 1^{er} septembre 2025.

Commentaire n°2 : les têtes des piézomètres AVAL ne sont pas protégés contre les chocs. Le piézo-

mètre PZ Aval 3, situé à proximité de la future station d'épuration du site, qui va nécessiter des travaux, sera particulièrement exposé à un risque de détérioration.

De plus, la norme NF X31-614, relative à la conception et à la réalisation des forages de contrôle et de suivi de la qualité de l'eau souterraine, prévoit que: « *La protection des eaux souterraines repose sur la qualité de l'étanchéité du forage (...) mais aussi sur la présence d'un tube de protection métallique et d'une margelle.* »

Demande n°4 : l'exploitant installera des barrières de protection autour de ses 3 piézomètres Aval, « tête hors sol », **avant le 1^{er} octobre 2025.**

Concernant la qualité des eaux souterraines, les conclusions du bureau d'étude suite aux campagnes d'analyse de mars 2023 et de septembre 2023 sont que « *Aucun indice ne laisse réellement supposer d'une possible contamination de la nappe souterraine par les installations et activités présentes aujourd'hui sur le site. Les quelques contaminants retrouvés proviennent probablement des activités historiques passées du site et des alentours (dont les coteaux crayeux en amont du site). À noter néanmoins que quelques HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques) et Éléments Traces Métalliques ont tout de même été quantifiés à des teneurs supérieures aux seuils de potabilisation sur au moins une des deux campagnes, et sur l'ensemble du site.* »

Commentaire n°3 : Le projet de mise à jour de l'arrêté préfectoral du site était en cours lors de la rédaction des conclusions ci-dessus par le bureau d'étude, cependant, l'exploitant n'a pas transmis ces conclusions avant la présente inspection. Tous les paramètres prescrits dans l'arrêté préfectoral du 19 juin 2024 doivent donc être recherchés.

Suite à la notification de l'arrêté préfectoral le 19 juin 2024, l'exploitant a réalisé une campagne de mesure en août 2024. Le bureau d'étude conclut que « *les résultats de la campagne d'août 2024 s'inscrivent dans la continuité des investigations antérieures, avec des teneurs plus faibles, sur tous les composés recherchés, par rapport aux campagnes de 2023. Quelques composés sont détectés à l'état de trace, sans constituer de contamination significative, ni sembler provenir du site d'étude.* »

Le bureau d'étude recommande « *La poursuite du suivi des eaux souterraines via les quatre ouvrages déjà en place, avec un programme « allégé » d'analyses, afin de confirmer ou d'infirmer les résultats de cette campagne de mesures et de visualiser l'évolution des concentrations dans le temps. La proposition de mise à jour du programme d'analyses doit être validée auprès de la DREAL avant sa mise en œuvre.* »

Le programme d'analyses allégé proposé par le bureau d'étude comprend les paramètres suivants :

- les 8 éléments traces métalliques principaux (Hg, As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb et Zn),
- les 16 principaux Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) ,
- les triazines, urées et pesticides divers.

Le jour de la visite, l'inspection a demandé à l'exploitant s'il y avait eu une nouvelle campagne de mesure depuis celle d'août 2024 (soit vers février 2025).

L'exploitant a déclaré qu'il n'avait pas fait de nouvelle campagne de mesure depuis août 2024 en raison d'un « oubli » de commande.

Ceci constitue une non-conformité.

L'exploitant a déclaré qu'il allait revoir son contrat pour avoir un contrat annuel avec les deux campagnes de prélèvement. Le jour de la visite, l'exploitant s'est engagé à réaliser une campagne en juillet et une en fin d'année, pour avoir deux campagnes sur 2025.

L'inspection a demandé que lui soit transmis ce contrat et a précisé qu'en l'absence de demande, validée par l'inspection, tous les paramètres cités dans l'arrêté préfectoral du 19 juin 2024 devraient être recherchés.

Par courrier électronique du 15 juillet 2025 l'exploitant a transmis copie d'un mail de son prestataire concernant une demande de devis pour la réalisation de mesures d'eaux souterraines sur les quatre piézomètres du site, pour les périodes de hautes et basses eaux de l'année 2025.

Commentaire n°4 : l'exploitant n'a pas respecté la fréquence semestrielle de contrôle de la qualité des eaux souterraines et n'a pas de contrat signé pour la réalisation d'un nouveau prélèvement, le jour de la rédaction du présent rapport. Cependant, considérant l'engagement de l'exploitant à réaliser deux campagnes d'analyses avant la fin de l'année et la prise de contact avec son prestataire pour réaliser un devis, l'inspection ne propose pas, à ce stade, de mise en demeure.

Demande n°5 : l'exploitant transmettra à l'inspection, **sous un délai de deux semaines après réception du présent rapport**, le contrat signé, pour la réalisation de deux campagnes d'analyses sur l'année 2025, avec recherche de tous les paramètres listés dans son arrêté préfectoral. Dans le cas contraire, l'inspection proposera à monsieur le préfet un arrêté de mise en demeure.

Demande n°6 : l'exploitant transmettra à l'inspection les résultats de la campagne de mesure de la qualité des eaux souterraines, de l'été 2025, **avant le 1^{er} septembre 2025**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Surveillance de la qualité des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 3.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effets des rejets

Prescription contrôlée :

Une caractérisation de l'état du sol dans le périmètre IED est réalisée **avant le 24 novembre 2024**. Cette caractérisation comporte à minima la recherche des substances ou mélanges pertinents visés au 2° du I de l'article R. 515-59 du Code de l'environnement ainsi que sur les substances détectées lors de la première phase d'investigation du rapport de base en phase II.

Des sondages pour circonscrire l'étendue latérale, et verticale le cas échéant, des anomalies détectées au cours de l'investigation du rapport de base en phase II sont réalisés autour des zones suivantes :

Sondage	Paramètres recherchés
S4	Hydrocarbures C10-C40
S6	Cuivre, Plomb, Mercure, Zinc, Cadmium, Chrome total
S16	Plomb

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé par le ministère en charge de l'écologie aux frais de l'exploitant.

A l'issue de cette campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus. L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

Constats :

À la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis en amont de la visite, par courrier électronique du 1^{er} juillet 2025, le rapport de base version n°6, présentant les résultats des investigations menées sur l'état du sol.

Un complément d'investigation par rapport au rapport de base de 2021 sur lequel l'inspection s'était appuyé pour rédiger l'arrêté préfectoral du 19 juin 2024 a été réalisé, en décembre 2022, notamment au niveau des points suivants :

- S4 (zone atelier de maintenance) : 5 nouveaux points de prélèvements (S4A, B, C, D et E)
- S6 (zone déshuileur) : 4 nouveaux points de prélèvements (S6A, B, C et D)
- S16 (zone voirie) : 3 nouveaux points de prélèvements (S16 A, B et C)

Les résultats complémentaires d'analyses des sol sont les suivants :

- une nette pollution en hydrocarbure est confirmée en surface (0-50 centimètres) au niveau des sondages S4A, S4C et S4E. L'échantillon S4A montre une pollution modérée entre 50 et 80 centimètres de profondeur (les autres points n'ont pas été sondés à cette profondeur). L'organisme ayant rédigé le rapport conclu que la pollution est concentrée en surface (premier mètre) et est estimée à 450 m².
- les sondages S6D et S6B présentent des anomalies en métaux et principalement en plomb (S6C dans une moindre mesure). La pollution est circonscrite aux 3 premiers mètres de profondeur, les échantillons sous-jacents étant indemnes de pollution. La pollution est cernée au sud par le sondage S6A, sa surface est estimée à 200 m² dans le périmètre du site. S6D se trouvant en limite nord-est du site, la pollution pourrait s'étendre au-delà des limites du site. Des anomalies (traces) de mercure sont également détectées sur tous les points de prélèvement de la zone.
- le sondage S16A présente une pollution modérée en plomb.

Enfin l'organisme préconise, dans son rapport de décembre 2022, les recommandations suivantes pour la gestion des contaminations identifiées :

- Zone S4, Atelier de maintenance : Compte tenu de la présence de pollution volatile, la pollution en hydrocarbures peut rester en place à condition de s'assurer de l'absence de transfert vers les travailleurs par une mesure d'air ambiant.
- Zone S6 Déshuileur : Le recouvrement de la zone par un apport de terre saine (argile) est recommandé du fait du transfert vers les travailleurs possible par envol de poussière, la zone n'était pas recouverte. La pollution s'étend probablement vers le nord et l'est en dehors du périmètre du site, seuls des sondages de sol pourrait le confirmer, il convient d'avertir les différents propriétaires.
- Zone S16 Voirie : Compte tenu de l'absence de transfert vers les travailleurs, du fait du recouvrement en surface (enrobé) et de l'usage industriel la pollution en plomb peut rester en place.

En complément, l'exploitant a transmis, le 1^{er} juillet 2025, le rapport de prélèvement de gaz de sol, daté du 10 novembre 2023. Ce rapport confirme la présence d'un impact en benzène dans les gaz de sols de l'atelier (zone S4), toutefois la concentration dans l'air ambiant est estimée inférieure à

la valeur de référence et ne présente donc pas, selon le bureau d'étude, de risque sanitaire inacceptables pour les travailleurs du site.

Sur la base de ces résultats, l'organisme de contrôle conclut que la qualité des sols au droit du site est compatible avec l'usage de celui-ci.

Dans son courrier électronique du 1^{er} juillet 2025 l'exploitant informait l'inspection que le recouvrement avec de la terre argileuse restait à mettre en place au niveau du déshuiler. Le jour de la visite, l'inspection a constaté que la zone incriminée était d'environ 100 m².

Commentaire n°5 : suite à cette campagne d'investigation l'exploitant n'a pas informé l'inspection des résultats obtenus, résultats mettant en évidence des anomalies sur les trois zones inspectées. Aucune proposition de suivi ou d'action n'a été transmise à l'inspection, alors que l'exploitant a réalisé une étude de gaz des sols complémentaire pour s'assurer de la compatibilité de la qualité du sol avec les usages. Enfin, l'exploitant dispose des résultats et recommandations en lien avec la pollution de la zone S6 depuis décembre 2022 et n'a toujours pas recouvert cette zone.

Demande n°7 : l'exploitant suivra les recommandations de son bureau d'étude et procédera au recouvrement de la zone S6, par de la terre saine argileuse, **avant le 15 octobre 2025.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Contrôle de la concentration en H₂S

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 3.4.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Etalonnage et suivi

Prescription contrôlée :

Jusqu'au 30 avril 2026, l'exploitant met en place un dispositif permanent de suivi avec enregistrement de la concentration en H₂S au niveau du PR40 de manière à suivre en continu et en direct ce gaz.

Une sonde est positionnée dans ce poste pour détecter toute présence d'H₂S. Celle-ci fait l'objet d'un entretien régulier, à savoir un étalonnage tous les 6 mois par un organisme agréé et certifié pour ce type d'appareil de mesure.

Constats :

En amont de la visite, l'inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre les deux derniers rapports d'étalonnage de la sonde H₂S, réalisés par un organisme agréé.

Par courrier électronique du 1^{er} juillet 2025, l'exploitant a déclaré à l'inspection avoir procédé au changement de la sonde H₂S suite à une panne au cours de la semaine 25, sans pour autant transmettre les rapports de calibration demandés.

Au cours de la visite objet du présent rapport, l'inspection a demandé à consulter ces deux derniers rapports pour la sonde précédente.

L'exploitant a déclaré qu'il ne possédait pas de document justifiant de la calibration semestrielle de la sonde puisque cette périodicité correspondait environ à la fréquence de changement de la

sonde.

L'inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre tout document permettant de justifier du changement de cette sonde depuis janvier 2024.

Par courrier électronique du 15 juillet 2025 l'exploitant indique que les échanges, pour demander une nouvelle sonde sont le plus souvent réalisés par téléphones. L'exploitant a néanmoins transmis la copie d'une demande d'une nouvelle sonde le 11 juin 2025, ainsi que la copie d'un mail de renvoi de la sonde daté du 09 décembre 2024.

Demande n°8 : L'exploitant tracera le changement, ou la calibration, de la sonde H₂S, **dès la prochaine intervention sur cette sonde, et au plus tard en décembre 2025.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Installations de traitement des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 3.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Station d'épuration in situ

Prescription contrôlée :

À compter du 1er mai 2026 la société Malteries Soufflet dispose d'une station de traitement interne pour le traitement de ses effluents aqueux industriels.

Un porter à connaissance doit être déposé avant le début de la construction de la station de traitement, et au plus tard le 30 juin 2024. L'exploitant transmet les bons de commande avant le 30 septembre 2024.

L'échéancier des travaux doit respecter l'échéancier définit avec la Métropole Rouen Normandie.

La conception et la performance des installations de traitement (ou de prétraitement) de ces effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au point de rejet n°1bis **à partir du 1^{er} mai 2026** par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations. La gestion de la station d'épuration du site est de la responsabilité de la société Malteries Soufflet.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme.

Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition des installations classées.

Les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé, sont classés et conservés de façon à être facilement consultables par l'inspection des installations classées.

Constats :

Le 23 septembre 2024 l'exploitant a transmis une demande de cas par cas, accompagnée d'un Porter À Connaissance, relatif à la modification des conditions d'exploiter liée à la construction d'une station d'épuration in situ.

En application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, l'examen du dossier cas pas cas du projet de création d'une station d'épuration in situ, a conclu en l'absence de soumission à évaluation environnementale.

Dans son porter à connaissance, l'exploitant indiquait que la mise en exploitation de la station d'épuration n'aurait pas lieu en mai 2026, comme prescrit dans l'arrêté préfectoral du site, mais devrait être reportée d'au moins trois mois.

Les raisons évoquées par l'exploitant étant « *l'attente de la révision du zonage du Plan local d'urbanisme de la Métropole de Rouen* » qui pourrait être modifié. L'exploitant indiquait donc dans son dossier qu'il attendait la révision du document d'urbanisme pour déposer son permis de construire afin de confirmer l'emplacement choisi pour la future station d'épuration du site.

L'exploitant demandait à l'inspection de lui accorder un délai de 3 mois par rapport à la date prescrite dans l'arrêté préfectoral du 19 juin 2024.

Par courrier du 31 octobre 2024, en réponse au porter à connaissance du 23 septembre 2024 et à la demande de report de mise en service de la station, l'inspection rappelait à l'exploitant que la construction d'une station de traitement interne est prescrite par l'arrêté préfectoral cadre du 19 juin 2024. La date de mise en service prescrite correspondant à celle définie dans le dossier de demande de dérogation temporaire aux NEA-MTD (Niveaux d'Émission Associés aux Meilleures Techniques Disponibles) du BREF FDM (Document de référence sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière) déposé par l'exploitant. Dossier présenté et approuvé par les membres du CODERST le 14 mai 2024. L'inspection demandait alors à l'exploitant de tenir son engagement et de respecter l'article 3.3.2 de son arrêté préfectoral en disposant, à compter du 1^{er} mai 2026, d'une station de traitement interne pour le traitement des effluents aqueux industriels.

L'exploitant n'a, par la suite, transmis aucune donnée, hormis le fait qu'il allait se rapprocher de la Métropole pour prolonger sa demande de dérogation provisoire.

Par courrier électronique du 1^{er} juillet 2025 l'exploitant a transmis une copie de la demande de prolongement de la dérogation en cours, envoyée le 30 juin 2025 à la Métropole de Rouen.

Dans son courrier à la Métropole, l'exploitant demande une prolongation du délai de dérogation temporaire initialement prévu jusqu'au 1^{er} mai 2026, au 31 décembre 2027.

Commentaire n°6 : L'inspection ne dispose pas du courrier de réponse de la Métropole de Rouen concernant la demande de prolongement de la dérogation de déversement, ni du bon de commande pour la construction de la station d'épuration alors que celui-ci était attendu au plus tard pour le 30 septembre 2024.

Ceci constitue une non-conformité.

Considérant que suite à la visite d'inspection objet du présent rapport, l'exploitant a transmis par courrier électronique du 31 juillet 2025, un contrat signé du 29 juillet 2025, accompagné d'un échéancier, pour la construction de la station d'épuration in situ du site, l'inspection ne propose pas à Monsieur le préfet de la Seine Maritime de mettre en demeure l'exploitant de transmettre, avant le 15 septembre 2025, un bon de commande, signé, pour la construction de la station d'épuration.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 9 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 7.1.4

Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des locaux

Prescription contrôlée :

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation.

Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toutes fuites de poussières, et, en cas de fuite, pour les résorber rapidement.

Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation du balai ou de l'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Constats :

Au cours de la visite objet de présent rapport, l'inspection est entrée dans les galeries sur et sous cellule du silo.

L'inspection a constaté que les installations étaient bien entretenues, les croix peintes au sol étaient visibles. Un léger dépôt de poussière était présent par endroit, dû à l'activité du site, mais les équipes de nettoyages étaient présentes et en action.

L'inspection encourage l'exploitant à continuer à entretenir son site de façon rigoureuse.

Type de suites proposées : Sans suite